



Valence : les travailleurs s'entraident les pieds dans la boue, le patronat et toutes les autorités ont du sang sur les mains

Voitures englouties, renversées, murs et meubles fracassés, arbres tordus, arrachés, balayés par un déluge de boue ; et depuis des jours l'élan de solidarité et les secours, souvent improvisés, qui fouillent les décombres à la recherche de survivants, qui déblayent les rues sinistrées pour rebâtir le plus urgent... les images de la région de Valence (Espagne) peuvent à peine évoquer la violence et le choc subis après les inondations de mardi et mercredi dernier. Avec 200 litres d'eau de pluie par mètre carré, l'énorme vague, qui atteignait un niveau de deux mètres par endroits, a tout emporté sur son passage. Le bilan provisoire s'établissait à 213 morts dimanche matin, alors que 1900 personnes seraient encore portées disparues.

Une catastrophe qui n'avait pourtant rien d'inévitable.

Les responsabilités écrasantes des autorités et du patronat

Bien sûr, rien ne pouvait arrêter la tempête elle-même, aléa climatique à la force exceptionnelle. Mais elle était parfaitement prévue déjà une semaine avant. Comme l'affirme le journal *Le Monde* : « Les autorités disposaient de toutes les informations pour préparer un plan d'évacuation ou interdire les déplacements non essentiels. » Et pourtant, ni la droite à la tête de la région, ni la gauche à la tête du pays n'ont esquissé le moindre geste. Les messages d'alerte graves ne sont arrivés qu'après que les crues avaient déjà submergé des routes et des villages entiers, piégeant tous ceux qui tentaient de rentrer chez eux.

Il fallait que l'économie tourne ! Certaines entreprises, comme Uber ou Mercadona (une chaîne de supermarchés), ont obligé leur personnel à continuer leur travail après le début de la tempête. Combien de vies humaines perdues pour des chiffres d'affaires ?

Il y a un an, à Madrid, la maire de la ville avait lancé un plan d'urgence devant des risques similaires de crues, qui n'avaient finalement pas touché l'agglomération... à quelques kilomètres près. Erreur intolérable pour les syndicats patronaux ! Alors que le réchauffement climatique accélère la fréquence de ces événements extrêmes, que des protocoles devraient anticiper les risques accrus, ce que les politiciens surveillent comme le lait sur le feu, ce sont les jérémiades du patronat et les cours de la Bourse.

La solidarité de ceux d'en bas face à l'incurie et à la calomnie de ceux d'en haut

Alors que la population de la région n'a pas eu accès rapidement au minimum pour survivre, notamment de l'eau et de la nourriture, les pouvoirs publics se sont indignés que certains magasins aient été « pillés »...

En réalité, la population n'a pas attendu les secours officiels pour se débrouiller et organiser la solidarité, par milliers de volontaires. Et il valait mieux ! Car non seulement rien n'a été fait avant la catastrophe, mais les autorités ont attendu plus de trois jours après les crues pour déclencher un plan de mobilisation d'urgence de milliers de pompiers, de policiers et de soldats... dont certains auront sans doute pour tâche, urgente à leurs yeux, de protéger les vitrines des bijoutiers ! Alors quand le roi, la reine d'Espagne et le Premier ministre ont visité la région ce dimanche, pour faire dans l'émotion et tenter de calmer les gens, les habitants les ont accueillis avec des huées méritées et aux cris de « Assassins ! Assassins ! ». Ils ont dû fuir.

Oui, la bourgeoisie et son État ont du sang sur les mains. En temps de crise comme en temps normal, leurs profits passent avant nos vies. Les trésors de solidarité et d'abnégation que les classes populaires déploient dans les pires situations montrent que ce n'est pas une fatalité. Mais pour rebâtir un monde nouveau, à Valence comme partout ailleurs, ce sont les exploités qu'il faudra déblayer de la route.

Suppressions de postes au PRS : la mobilisation s'amplifie

Nous étions nombreux en grève et en assemblée générale le 31 octobre, avec beaucoup de nouveaux collègues qui se sont impliqué-e-s dans la mobilisation. Des tournées ont été faites dans presque tous les postes de l'établissement, et des collègues d'autres postes étaient présents et en grève en soutien. C'est l'extension de la lutte qui fait peur à la direction. Prochaines étapes : des débrayages de 59 minutes sur les nuits et une nouvelle journée de grève le 2 décembre, jour où la direction croit pouvoir appliquer sa réorganisation.

On ne se tirera pas une balle dans le pied

Au PRS, la direction veut nous faire accepter ses nouveaux postes avec moins de pauses et des conditions de travail dégradées, en prime il faudrait qu'on forme celles et ceux qui vont nous remplacer si l'on refuse ces nouvelles conditions. Ce sera non et les nouveaux embauchés comprennent très bien et montrent de la solidarité. Nous sommes nombreux à refuser également de former les collègues de l'ELOG qui sont utilisés par la direction pour nous remplacer pendant les grèves. Que ceux qui suppriment des postes viennent faire de la formation !

TER Amiens : le 15 décembre contre l'ouverture à la concurrence

L'ouverture à la concurrence se concrétise de plus en plus à Amiens où la SNCF et la région Hauts-de-France veulent privatiser la partie TER de l'étoile d'Amiens à partir du 15 décembre. Cette grande braderie a pour but de nourrir les profits des différents opérateurs ferroviaires et attaquer nos conditions de travail et nos salaires. Après Amiens, ce sera tout le réseau qui sera visé. Les cheminots d'Amiens ont annoncé une grève pour le 15 décembre qui s'annonce déjà très suivie. Nous unir à leurs côtés pour une première victoire serait la meilleure manière de nous battre contre toute cette opération antisociale.

Socialisation des pertes, privatisation des profits

Des rumeurs circulent sur une éventuelle privatisation de Transdev. Pour la petite histoire, il y a une dizaine d'années, l'État venait à la rescousse de Veolia, actionnaire de Transdev alors en difficulté, et rachetait ses parts. C'est le rôle de l'État dans cette société capitaliste : quand les entreprises perdent de l'argent, il apporte le sien, et quand elles redeviennent rentables, il les revend à des patrons pour qu'ils puissent en profiter.

Mobilité précaire pour les « précaires de la mobilité »

Le ministre des Transports veut des liaisons par cars express pour donner aux habitants des grandes banlieues et de la campagne la possibilité de se passer de leur voiture. Un nouveau « grand projet », à ceci près que les cars coûtent moins cher à mettre en place que les chemins de fer qui devaient être au centre des RER métropolitains. Dans le contexte actuel de restrictions budgétaires, pas besoin de préciser que les liaisons par route vont l'emporter sur les liaisons par rail, et tant pis pour l'écologie. C'est l'inverse qu'il faudrait faire : développer des voies ferrées qui traversent des bassins de vie et tisser autour d'elles des lignes de bus et de cars pour desservir tous les quartiers. Mais de tout cela, la société capitaliste est incapable autrement qu'à la marge.

Généralement, quand un train, un tram ou un métro arrive dans une zone, les prix de l'immobilier ont tellement grimpé que les couches les plus populaires ont déjà été reléguées plus loin encore. L'accessibilité en transport est inversement proportionnelle à l'accessibilité financière des logements. Il ne nous reste alors qu'à faire le plein de gazole...

Échec de la COP16 sur la biodiversité

La conférence COP16 de l'ONU sur la biodiversité s'est achevée à Cali (Colombie) sans parvenir à un accord sur le financement de l'arrêt de la destruction de la nature. Nombre de délégués sont d'ailleurs repartis avant même la fin des débats. Un échec prévisible, car les principaux États de la planète, premiers responsables, ne veulent imposer aucune contrainte à leurs industriels. Le sommet est malgré tout parvenu à un accord

« historique » : accorder un strapontin aux peuples autochtones dans les négociations et leur reconnaître leur rôle de « gardiens de la nature ». Ça ne mange pas de pain.

Texas : hausse de la mortalité maternelle après l'interdiction de l'IVG

Depuis l'abrogation de l'arrêt *Roe versus Wade* en juin 2022 par la Cour suprême des États-Unis, le Texas, bastion républicain, est l'un des 22 États américains à interdire l'avortement, y compris en cas d'inceste ou de viol. Les médecins qui pratiquent l'IVG y sont passibles d'une amende de 92 000 euros, d'une interdiction d'exercer et d'un emprisonnement à vie. Les Texanes en sont réduites à avorter chez elles illégalement ou à se rendre dans d'autres États, conduisant à une hausse de la mortalité maternelle de 56 %. Les conservateurs veulent pourtant aller plus loin encore en confinant les femmes enceintes à l'intérieur de l'État. Une politique mortifère pour ceux qui se prétendent « pro-vie ».

